

Haro sur les dépenses sociales

L'Insee a publié, mardi 26 mars, les données concernant les comptes publics en 2023. Elles sont loin des prévisions du gouvernement inscrites dans la dernière loi de Finances. Alors que celui-ci prévoyait 4,9%, le déficit s'élève à 5,5% du PIB en 2023.

Le taux de prélèvement obligatoire baisse de 1,8 point de PIB en 2023. Les dépenses elles aussi diminuent de 1,4 point de PIB. L'Insee confirme donc que la hausse du déficit public est le résultat de recettes qui diminuent plus rapidement que les dépenses !

C'est un camouflet pour l'exécutif qui prétendait incarner le sérieux budgétaire. Globalement, c'est la faiblesse des moteurs de la croissance française qui pèse sur les recettes (consommation, revenus, investissement immobilier...).

La Sécurité sociale ne doit pas être tenue pour responsable de l'endettement public. L'augmentation récente de la dette provient de la crise sanitaire. Elle provient aussi du bouclier tarifaire mis en place après la forte poussée inflationniste. Enfin le gouvernement porte une responsabilité directe en ayant réduit considérablement les impôts. La situation critique qu'il met en scène est par-dessus tout l'échec de la politique de l'offre.

Le gouvernement prend malgré tout prétexte de ce « *nouveau contexte* » pour accélérer les annonces de coupes dans le modèle social (indemnités journalières, arrêts de travail, assurance chômage...). D'un point de vue comptable, tenir les objectifs budgétaires nécessiterait un effort de 16 milliards d'euros supplémentaires dès 2024, et ce, au moment même où la croissance ralentit et où le chômage remonte. Autant dire que le cercle vicieux est enclenché.

Contact :

Hélène FAUVEL
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [hfaudel](mailto:hfaudel@force-ouvriere.fr)
[@force-ouvriere.fr](mailto:hfaudel@force-ouvriere.fr)
☎ 01.40.52.84.45

Paris, le 29 mars 2024